

Unité départementale de l'Essonne  
Cité administrative  
Boulevard de France  
91012 EVRY-COURCOURONNES CEDEX

EVRY-COURCOURONNES CEDEX,  
le 26/06/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 08/03/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **SCHUTZ France**

Chemin du Buisson Gayet  
BP 11  
91460 Marcoussis

Références : D2023-  
Code AIOT : 0006504480

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 08/03/2023 dans l'établissement SCHUTZ France implanté Chemin du Buisson Gayet 91460 Marcoussis. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Par appel du 06 mars 2023, un riverain dont le terrain est situé en aval de celui de l'exploitant a informé l'inspection d'un déversement d'eau à l'odeur nauséabonde et présentant des traces d'hydrocarbures, irisation, le jeudi 02 mars et le vendredi 03 mars. Il précise que le rejet d'eau était permanent sur cette période à l'exception de jeudi 02 mars au soir. Il ajoute avoir constaté la présence d'un camion hydrocureur du groupe Sèche le 03 mars.

L'inspection des installations classées a aussi pris attache avec le Syndicat de l'Orge sollicité par le même riverain. Le syndicat s'est rendu sur place vendredi 03 mars et lundi 06 mars et a fait les mêmes constats de traces d'irisation dans le cours d'eau en aval du site. Il a aussi constaté la présence de l'hydrocureur le 03 mars en fonctionnement sur la site de la société Schutz.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SCHUTZ France
- Chemin du Buisson Gayet 91460 Marcoussis
- Code AIOT : 0006504480
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non



La société Schütz à Marcoussis exploite une installation de fabrication de récipients de grand volume (GRV), par extrusion / soufflage de PEHD (récipient du conteneur appelé poche) et cintrage / soudage de tubes métalliques (cage métallique).

À l'issue de la fabrication, les conteneurs sont fixés sur une palette qui peut être en métal (fabrication Schütz), en bois ou en plastique.

La société Schütz reconditionne également des conteneurs souillés. La poche souillée est alors séparée de l'armature métallique. L'armature est lavée et reçoit une poche neuve. Le fond de la poche souillée est découpé, raclé et lavé avant broyage. Lorsque le raclage / lavage du fond de la poche est impossible, ce fond est incinéré dans une installation dûment autorisée.

Les poches lavées sont broyées en copeaux de PEHD. Ces copeaux sont refondus pour la fabrication de palettes plastiques sur lesquelles sont fixées les conteneurs.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Prévention de la pollution des milieux aquatiques

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».



## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	DÉCLARATION DES ACCIDENTS ET INCIDENTS	Arrêté Préfectoral du 25/10/2004, article Titre II - Art 5	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
2	CARACTERISTIQUES DES RÉSEAUX DE COLLECTE DES EFFLUENTS	Arrêté Préfectoral du 25/10/2004, article Titre III - chap. 1 - art. 3.1	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
3	CONDITIONS DE REJET	Arrêté Préfectoral du 25/10/2004, article Titre III - chap. 1 - art. 5	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les éléments recueillis par l'inspection sont contradictoires sur la qualité des eaux rejetées dans le milieu naturel du 02 au 03 mars 2023 suite à l'obstruction du réseau d'eau pluviale.

D'un côté l'exploitant déclare avoir procédé au traitement des eaux dans le séparateur avant rejet. Il a fourni le compte-rendu d'intervention associé.

De l'autre côté, deux témoignages en aval du site confirment la présence d'irisations dans les eaux évacuées.

À ce stade, l'inspection relève trois non-conformités :

- \* sur le déroulé de l'incident. L'exploitant doit préciser si l'eau évacuée les 02 et 03 mars a pu passer par un by-pass.

- \* sur les caractéristiques du réseau de collecte des eaux pluviales. L'exploitant n'est pas en mesure actuellement de justifier qu'il en bon état et étanche.

- \* sur la qualité des eaux pluviales rejetées. L'exploitant doit fournir les rapports d'analyse des eaux pluviales rejetées depuis la dernière analyse de décembre 2020.

## 2-4) Fiches de constats



## N° 1 : DÉCLARATION DES ACCIDENTS ET INCIDENTS

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 25/10/2004, article Titre II - Art 5
<b>Thème(s) :</b> Autre, .
<b>Prescription contrôlée :</b> Tout accident ou incident susceptible, par ses conséquences directes ou son développement prévisible, de porter atteinte aux intérêts visés à l'article L 511.1 du code de l'environnement, est déclaré dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées, en précisant les effets prévisibles sur les personnes et l'environnement.
<b>Constats :</b> Par appel du 06 mars 2023, un riverain dont le terrain est situé en aval de celui de l'exploitant a informé l'inspection d'un déversement d'eau à l'odeur nauséabonde et présentant des traces d'hydrocarbures, irisation, le jeudi 02 mars et le vendredi 03 mars. Il précise que le rejet d'eau était permanent sur cette période à l'exception de jeudi 02 mars au soir. Il ajoute avoir constaté la présence d'un camion hydrocureur du groupe Sèche le 03 mars.  L'inspection des installations classées a aussi pris attache avec le Syndicat de l'Orge sollicité par le même riverain. Le syndicat s'est rendu sur place vendredi 03 mars et lundi 06 mars et a fait les mêmes constats de traces d'irisation dans le cours d'eau en aval du site. Il a aussi constaté la présence de l'hydrocureur le 03 mars en fonctionnement sur la site de la société Schutz.  Suite à ce signalement, l'inspection s'est rendue sur place le mercredi 08 mars. L'inspection constate des travaux récents sur les réseaux d'eau pluviale en aval de la vanne d'isolement du site, dalle béton fraîchement coulée.  Par courriel du 23 mars, l'exploitant transmet les informations suivantes : La canalisation menant de la vanne de barrage incendie au déshuileur était bouchée. Du fait de ce bouchon, l'évacuation des eaux pluviales était impossible en amont de la vanne de barrage et le réseau d'eau pluviale se chargeait. Le volume d'eau retenu dans les réseaux étaient de 80 m3, d'après la mesure du volume d'eau traité par la suite les 02 et 03 mars.  Ce volume d'eau a été pompé par la société SECHE pour pouvoir accéder à la canalisation bouchée et envoyé dans le déshuileur afin de traiter les eaux avant rejet dans le milieu naturel.  L'exploitant déclare que les travaux effectués sont : <ul style="list-style-type: none"><li>* Vidange des réseaux</li><li>* Débouchage de la canalisation</li><li>* Passage d'une caméra dans la partie obstruée après débouchage pour voir si la canalisation obstruée était endommagée</li><li>* Reprise de la partie supérieure du déshuileur</li><li>* Vérification du bon fonctionnement et de l'écoulement des eaux pluviales</li></ul> L'exploitant précise que : <ul style="list-style-type: none"><li>* la canalisation obstruée n'avait pas été endommagée.</li><li>* un devis a été demandé à la société SECHE pour une exploration télévisée de l'ensemble des réseaux du site avec un curage préalable de ces réseaux</li></ul> L'inspection constate à travers les compte-rendu clients transmis par l'exploitant que l'hydrocureur est intervenu le jeudi 02 mars matin et vendredi 03 mars matin.  Les éléments recueillis par l'inspection sont contradictoires sur la qualité des eaux rejetées dans le milieu naturel du 02 au 03 mars 2023 suite à l'obstruction du réseau d'eau pluviale. D'un côté l'exploitant déclare avoir procédé au traitement des eaux dans le séparateur avant rejet. Il a fourni le compte-rendu d'intervention associé. De l'autre côté, deux témoignages en aval du site confirment la présence d'irisations dans les eaux évacuées.



L'inspection demande à l'exploitant de confirmer si le séparateur est muni d'un by-pass et si l'ensemble du volume d'eau envoyé au séparateur hydrocarbure a été traité et non rejeté via le by-pass.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Lettre de suite préfectorale

**Proposition de délais :** 3 mois

## N° 2 : CARACTERISTIQUES DES RÉSEAUX DE COLLECTE DES EFFLUENTS

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 25/10/2004, article Titre III - chap. 1 - art. 3.1

**Thème(s) :** Risques chroniques, Prévention de la pollution des milieux aquatiques

**Point de contrôle déjà contrôlé :** Sans Objet

### **Prescription contrôlée :**

Les réseaux de collecte permettent d'évacuer séparément chacune des diverses catégories d'eaux polluées ou produits vers les traitements ou milieu récepteur autorisés à les recevoir.

Les réseaux de collecte des effluents sont conçus de manière à être curables, étanches et résister dans le temps aux actions physiques et chimiques des effluents ou produits susceptibles d'y transiter.

L'exploitant s'assure par des contrôles appropriés et préventifs de leur bon état et de leur étanchéité.

Les effluents aqueux ne dégagent pas par mélange, des produits toxiques ou inflammables dans ces réseaux ainsi que dans le milieu récepteur.

**Constats :** Lors de l'inspection du 16 mars 2021, l'inspection constate que :

- \* par courrier du 30 novembre 2016, l'exploitant déclare avoir procédé à l'examen télévisé des conduits d'eau en juin 2015.

- \* par courriel du 11 mars 2021, l'exploitant transmet les rapports d'inspections télévisées n°15-06/41-446 et 15-06/41-447 de juin 2015 réalisés par Suez.

- \* la synthèse générale des inspections sur le réseau d'eau pluviale met en évidence notamment des fissures ouvertes (4) une rupture, deux infiltrations (1 par écoulement continu, 1 par jaillissement)

- \* L'exploitant n'est pas en mesure d'indiquer les suites données à ce rapport.

Par courrier du 26 octobre 2021, l'exploitant déclare qu'un système "quick lock" a été posé en 2016 afin de réhabiliter le réseau d'eaux pluviales au niveau de la rupture. Il transmet le PV de réception des travaux avec examen télévisé. La rupture se situait sur le tronçon P18-P20. L'exploitant n'apporte pas d'éléments concernant les quatre fissures ouvertes et les deux infiltrations.

Par ailleurs, le site a aussi connu un incident lors du curage du séparateur hydrocarbures en sortie du site le 31 août 2021, suite à un dysfonctionnement interne dans le séparateur hydrocarbure. Celui-ci a été remplacé en mai 2022.

**L'exploitant doit s'assurer par des contrôles appropriés et préventifs du bon état et de l'étanchéité des réseaux de collecte des effluents.**

Ceux-ci doivent être curables, étanches et résister dans le temps aux actions physiques et chimiques des effluents ou produits susceptibles d'y transiter.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Lettre de suite préfectorale

**Proposition de délais :** 3 mois



### N° 3 : CONDITIONS DE REJET

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 25/10/2004, article Titre III - chap. 1 - art. 5; 6.2 et 6.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Prévention de la pollution des milieux aquatiques
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b>            Les effluents issus de l'installation de lavage des containers usagés, sont stockés sur place puis évacués vers des filières appropriées.</p> <p>Les réseaux de collecte des effluents générés par l'établissement aboutissent aux points de rejet qui présentent les caractéristiques suivantes :</p> <p>Point de rejet N°1</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>* Nature des effluents : Eaux pluviales</li> <li>* Exutoire du rejet : Réservoir à fond plat situé sur la partie Est du site (le volume de cette rétention est d'au moins 1000 m<sup>3</sup>, permettant un débit de fuite de 1 l/s/ha)</li> <li>* Milieu naturel récepteur : L'Orge via le ruisseau de l'Etang puis le ru de Salmouille</li> </ul> <p>L'eau issue des deux réservoirs à fond plat de 1 000 m<sup>3</sup> chacun (eau d'extinction et rétention d'orage) transite par un séparateur à hydrocarbures avant rejet au milieu naturel s'il respecte les conditions inscrites aux articles 6.2 et 6.3 du présent chapitre.</p> <p>Tout autre rejet direct ou indirect non explicitement mentionné ci-dessus est interdit.</p>
<p><b>Constats :</b> Lors de l'inspection du 21 mars 2021, l'inspection constate que :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>* les installations de traitement (ou de prétraitement) sont entretenues annuellement par l'entreprise SUEZ.</li> </ul> <p>Toutefois, le contrat de maintenance ne mentionne pas la liste exhaustive des ouvrages entretenus, par exemple si la vanne d'isolement est contrôlée, ce qui semble le cas selon l'exploitant.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>* les valeurs limites d'émission dans l'eau sont conformes aux prescriptions de l'arrêté préfectoral. Prélèvements réalisés le 28/12/20, par Wessling France. N° rapport d'essai des eaux pluviales UPA21-000738-1, N° rapport d'essai des eaux usées UPA21-000739-1.</li> </ul> <p>Toutefois le compte-rendu ne fait pas mention des conditions de prélèvement, ni de la localisation des points de prélèvement.</p> <p>Par courrier du 26 octobre 2021, l'exploitant déclare mettre en place une procédure précisant les conditions de prélèvement ainsi que la localisation des points de prélèvement.</p> <p><b>L'exploitant doit transmettre les analyses effectuées sur les rejets d'eau pluviale depuis le dernier prélèvement du 28/12/2020.</b></p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois